



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

La Poste

Question écrite n° 1728

Texte de la question

M. Jean-Claude Lenoir se fait l'écho des très vives inquiétudes exprimées par les agents généraux d'assurances concernant le projet d'accord de commercialisation des contrats d'assurances dommages des AGF par les préposés de La Poste. Eu égard aux avantages fiscaux dont bénéficie La Poste, cet accord aurait en effet pour conséquence particulièrement dommageable d'accroître les distorsions de concurrence sur le marché de l'assurance. Il créerait par là même une menace sérieuse pour l'équilibre des quelque 17 000 entreprises individuelles d'assurances qui, par leur implantation dans les zones rurales et en agglomérations de petite taille, sont une composante essentielle de l'animation sociale et économique du territoire. Pour l'ensemble de ces raisons, les agents généraux d'assurances s'opposent à la conclusion de l'accord AGF-La Poste au nom du respect de l'équité en matières fiscale et sociale seule à même de préserver le libre jeu de la concurrence. Il demande à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie de bien vouloir lui indiquer les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre afin de répondre au mieux aux préoccupations qui lui ont été soumises.

Texte de la réponse

Le parlementaire s'interroge sur la position du Gouvernement à l'égard de l'accord projeté entre les AGF et La Poste, accord qui permettrait à cette dernière d'étendre son activité en matière d'assurances à la distribution de produits d'assurances dommages. En tout état de cause, un tel projet fera l'objet de la part du Gouvernement d'un examen extrêmement attentif. Il sera notamment tenu compte de la comptabilité du projet avec les règles du droit de la concurrence, de considérations de nature prudentielle, du souci d'équilibre du marché de l'assurance dommage, de la situation propre de La Poste et de la place des services financiers dans son activité et globale et dans son équilibre.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Lenoir](#)

Circonscription : Orne (2^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 1728

Rubrique : Postes

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 juillet 1997, page 2446

Réponse publiée le : 25 août 1997, page 2713